

TERMES DE RÉFÉRENCES POUR LE RECRUTEMENT D'UNE ÉQUIPE DE CONSULTANT(E)S

POUR MENER UNE RECHERCHE SUR LES POPULATIONS EN SITUATION DE DÉPLACEMENT, L'OFFRE EN
ÉDUCATION ET L'ÉGALITÉ DE GENRE EN MAURITANIE

I. PRÉSENTATION DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE PLANIFICATION DE L'ÉDUCATION DE L'UNESCO, BUREAU POUR L'AFRIQUE À DAKAR (IIEP-UNESCO DAKAR)

L'IIEP-UNESCO Dakar, situé à Dakar, au Sénégal, est le bureau pour l'Afrique de l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO (IIEP-UNESCO). L'IIEP-UNESCO est un institut spécialisé dont le mandat est de renforcer la capacité des États membres de l'UNESCO à planifier et à gérer leurs systèmes éducatifs. L'IIEP-UNESCO Dakar est réputé pour ses analyses du secteur éducatif et aide les pays africains à élaborer des plans crédibles de développement des systèmes éducatifs dans le cadre de l'agenda 2030 pour l'éducation.

Par une approche de renforcement des capacités, l'IIEP-UNESCO Dakar contribue à la production d'analyses diagnostiques, de plans sectoriels et d'outils pédagogiques qui contribuent à des politiques éducatives plus pertinentes et durables. L'IIEP-UNESCO Dakar est également activement impliqué dans la production de connaissances pour le secteur de l'éducation en Afrique. Plus d'informations sur ses activités peuvent être trouvées sur le lien suivant : IIEP-UNESCO Dakar. Plus d'informations sur ses activités peuvent être trouvées sur le lien suivant : [IIEP-UNESCO Dakar](http://www.iiep.unesco.org/fr).

II. L'INITIATIVE PRIORITÉ À L'ÉGALITÉ/GENDER AT THE CENTER INITIATIVE

Dans le prolongement de sa stratégie et de son engagement pour la réduction des inégalités en éducation, le Bureau pour l'Afrique à Dakar (IIEP-UNESCO Dakar) assure la direction technique de « l'Initiative Priorité à l'égalité », ou « Gender at the Center Initiative » (GCI), en appuyant les ministères de l'éducation à intégrer le genre dans leur système éducatif. Lancée en 2019 lors du sommet du G7, GCI reconnaît l'urgence d'assurer l'accès à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et de surmonter les barrières à l'éducation auxquelles les filles et les jeunes femmes continuent d'être confrontées. L'Initiative entend accompagner et renforcer les compétences et structures existantes afin de faire avancer l'égalité de genre dans les systèmes éducatifs de la Mauritanie, du Niger, du Burkina Faso, du Mali, du Tchad, de la Sierra Leone, du Nigéria et du Mozambique. Coordonnée par l'Initiative des Nations Unies en faveur de l'éducation des filles (UNGEI), GCI réunit également des partenaires tels que l'UNICEF et le Partenariat mondial pour l'éducation, ainsi qu'un consortium d'organisations non gouvernementales. Plus d'informations sur GCI peuvent être trouvées sur le lien suivant : <http://www.iiep.unesco.org/fr/priorite-egalite-mettre-egalite-de-genre-au-centre-des-systemes-educatifs>

L'un des objectifs de l'équipe de GCI est de soutenir les processus de planification y compris en situation de crise notamment dans les pays du G5 Sahel afin que les administrations de l'éducation aux niveaux central et décentralisé prennent plus en compte la dynamique de genre et les besoins spécifiques liés au genre des personnes marginalisées dans ses politiques, programmes et actions.

C'est dans ce contexte que l'équipe de GCI de Dakar appuyée par son pôle « Recherche et Développement » s'est associée au projet "Crisis-affected people on the move" (personnes touchées par les crises en situation de déplacement), financé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA) pour soutenir l'inclusion des personnes en déplacement forcées touchées par la crise dans les systèmes éducatifs nationaux et s'inscrivant dans le cadre de l'engagement de l'UNESCO au Forum mondial des réfugiés de décembre 2019 pour la mise en œuvre du Pacte mondial sur les réfugiés.

L'activité vise spécifiquement à aider les ministères de l'éducation à s'assurer que i) les risques sexospécifiques pour l'éducation des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays sont analysés en tant que partie intégrante des processus de planification en cours ; et ii) les besoins différenciés (en fonction du sexe) des réfugiés et des personnes déplacées sont pris en compte par le biais de programmes spécifiques et sont inclus dans les documents de politique et les plans sectoriels de l'éducation.

Ainsi, l'IPE-UNESCO Dakar souhaite mener deux analyses sur les questions de genre dans les contextes de déplacement forcé aboutissant sur des recommandations politiques pour répondre aux besoins éducatifs spécifiques au genre.

III. LES ENJEUX DE L'ÉDUCATION DES ENFANTS EN SITUATION DE DÉPLACEMENT FORCÉ AU SAHEL

Les déplacements internes et internationaux interrompent souvent l'éducation des enfants et les séparent de leur environnement scolaire pendant des périodes plus ou moins longues. Lorsqu'ils peuvent retourner à l'école, ils doivent rattraper le temps perdu tout en gérant le stress et les traumatismes liés à leur déplacement.

Les enfants déplacés ont souvent des taux de scolarisation inférieurs à ceux de leurs pairs non déplacés dans les pays d'accueil. En outre, ils sont confrontés à des obstacles majeurs à l'apprentissage liés à leur situation psychosociale, aux différences de langue d'enseignement, à leur contexte familial et à la capacité limitée des systèmes d'accueil à répondre à leurs besoins spécifiques. Bien que des preuves existent sur les obstacles que rencontrent les enfants déplacés dans la poursuite de leur scolarité, les évaluations complètes font encore défaut. En 2018, l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC) a procédé à une revue systématique de la littérature sur les impacts du déplacement interne sur l'éducation. L'examen a mis en évidence les répercussions qui peuvent impacter des pays entiers à moyen et long termes, ainsi que le manque criant de données quantitatives permettant de mesurer ces répercussions¹.

Au niveau mondial, les enfants réfugiés ont cinq fois moins de chances d'être scolarisés que les autres enfants. 77 % d'entre eux sont inscrits dans le primaire et moins de 32 % dans le secondaire (UNHCR, 2020²). L'enseignement supérieur leur est presque inaccessible, avec seulement 1 % des enfants réfugiés pouvant atteindre ce niveau (GPE)³.

En 2020, dans la région du Sahel — qui comprend 10 pays dont 5 (la Mauritanie, le Burkina Faso, le Tchad, le Mali et le Niger) sont une priorité pour le HCR— le nombre de personnes déplacées internes a pour la première fois dépassé les deux millions, un chiffre qui a quadruplé en deux ans seulement, alors que le nombre de déplacés internes s'élevait à 490 000 au début de l'année 2019. Plus de la moitié des déplacés internes dans la région sont des Burkinabés. La région du Sahel accueille également plus de 850 000 réfugiés, principalement originaires du Mali (UNHCR, 2021⁴).

¹ [Document commissionné pour le Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2020](#)

² <https://www.unhcr.org/uk/education.html>

³ <https://www.globalpartnership.org/fr/blog/3-recits-sur-leducation-des-enfants-refugies-dans-leurs-pays-daccueil>

⁴ <https://data2.unhcr.org/en/situations/sahelcrisis>

IV. CONTEXTE DE LA CONSULTANCE

En Mauritanie, la population réfugiée est presque entièrement d'origine malienne et est concentrée dans le camp de M'bera. La Mauritanie est également en train de réformer son système éducatif et se prépare à produire son prochain plan décennal de l'éducation. La Mauritanie à travers l'étude du camp de M'bera présente donc un cas intéressant et offre une opportunité intéressante d'intégrer l'éducation des réfugiés sensible au genre dans la planification de l'éducation nationale.

L'objectif de cette étude est de soutenir les processus de planification et de gestion de l'éducation en Mauritanie de manière à ce que les besoins différenciés selon le sexe des personnes déplacées soient pris en compte et les risques liés au genre auxquels sont confrontées les personnes déplacées fassent effectivement partie des politiques et des programmes en cours d'élaboration.

Le camp de M'bera en Mauritanie

Le conflit dans le nord et le centre du Mali a entraîné le déplacement de plus 60 000 réfugiés maliens en Mauritanie (dont 54% de femmes et 59% d'enfants⁵), faisant du pays le 2^e pays d'accueil des réfugiés maliens après le Niger. Même si le nombre total de réfugiés en Mauritanie peut sembler moindre comparé à ses voisins ou à d'autres pays GCI, il n'en demeure pas moins que le camp de M'bera, à 1 200 kilomètres de Nouakchott dans l'est mauritanien, où les réfugiés maliens sont concentrés, est un des plus grands d'Afrique⁶.

Les réfugiés maliens ont été frappés par de multiples crises ces dernières années, alimentaires notamment, mais également sanitaire avec le Covid-19. Pendant la pandémie, le HCR a également souligné la dégradation des conditions de vie des quelque 6 000 réfugiés urbains venus de Syrie et d'Afrique subsaharienne vivant à Nouakchott et Nouadhibou, deux grandes villes du pays⁷.

Près des deux tiers des réfugiés du camp sont des enfants, les besoins éducatifs sont donc très importants et la scolarisation est faible : les filles sont davantage exposées aux travaux ménagers, à la violence basée sur le genre et au mariage précoce, et les garçons au travail des enfants. Sans oublier que nombre d'entre eux ont vécu des traumatismes dans leur pays. Il y a 8 écoles primaires dans le camp, accueillant environ 4 600 élèves, dont 48% filles (UNICEF, 2019)⁸. Au secondaire, on compte à peine plus de 400 inscrits, dont 31% filles (UNHCR, 2021)⁹, et 50 filles qui ont terminé le lycée l'an passé. Il existe également un centre de formation professionnelle¹⁰ destiné aux jeunes souhaitant acquérir des compétences techniques qui leur seront utiles pour trouver un emploi.

V. OBJECTIFS DE LA CONSULTANCE

L'IPE-UNESCO Dakar cherche **soit un.e consultant.e senior locale, soit une équipe de deux consultant.e.s (dont au moins un.e basé.e en Mauritanie) pour :**

i) faire un examen approfondi de la Mauritanie en tant que pays d'accueil de populations scolarisables déplacées, et examiner les instruments spécifiques de politique publique pour l'inclusion et la réussite des populations déplacées dans le système éducatif et l'intégration de la dimension de genre ;

⁵ UNHCR Mbera Dashboard 2021

⁶ <https://infomigrants.net/fr/post/14664/carte-interactive-ou-sont-les-plus-grands-camps-de-refugies-en-afrique>

⁷ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200419-coronavirus-mauritanie-calvaire-exil%C3%A9s-refugi%C3%A9s-hcr>

⁸ [Diagnostic Stratégique de l'Education](#)

⁹ [L'Education des filles en Mauritanie, UNHCR, 2021](#)

¹⁰ https://www.youtube.com/watch?v=pcxNsiRxoJM&ab_channel=euronews%28enfran%C3%A7ais%29

ii) mener une étude de terrain visant à étudier en profondeur la situation du déplacement, de l'éducation et du genre dans le camp de réfugiés de M'bera en Mauritanie, en se concentrant sur les enfants âgés de 10 à 14 ans.

VII. ACTIVITÉS À DÉVELOPPER

À cette fin, l'étude comportera deux activités :

1. Analyse documentaire approfondie

Cette approche a pour but faire un examen approfondi de la Mauritanie en tant que pays d'accueil de populations scolarisables déplacées, et examiner les données existantes, la littérature spécialisée et les instruments spécifiques de politique publique pour l'inclusion et la réussite des populations déplacées dans le système éducatif et l'intégration de la dimension de genre.

2. Travail sur le terrain

Cette approche vise à étudier en profondeur la situation du déplacement, de l'éducation et du genre dans le camp de réfugiés de M'bera en Mauritanie, en se concentrant sur les enfants âgés de 10 à 14 ans. L'objectif est de collecter des données primaires qui permettent d'approfondir les connaissances sur :

- a) Les offres de programmes éducatifs et l'intégration de la dimension de genre dans le camp de M'bera, notamment ceux proposés par le gouvernement mauritanien.
- b) Les caractéristiques de la population des bénéficiaires et des bénéficiaires potentiels de ces programmes : caractéristiques sociodémographiques et familiales, accès à l'éducation pour les filles et les garçons, expérience de la migration pour les filles et les garçons, utilisation du temps, etc.
- c) Des éléments spécifiques aux questions de genre : attitudes et expériences en matière de discrimination et de violence liées au genre ; autonomisation des filles et des femmes et compétences de vie des filles et des femmes (aspirations en matière d'éducation, d'emploi, de mariage, de parentalité, de prise de décision, d'estime de soi, etc.).

Le sujet (a) sera couvert par des entretiens approfondis avec les responsables des programmes et de la gestion des écoles. Les thèmes (b) et (c) seront couverts par des entretiens semi-structurés avec un groupe représentatif d'enfants âgés de 10 à 14 ans du camp (conformément aux protocoles éthiques convenus).

VIII. RESPONSABILITES ET LIVRABLES

Le/la consultant.e ou l'équipe de consultant.e.s aura/auront les responsabilités suivantes :

1. Conduire l'analyse documentaire approfondie selon les termes stipulés dans la section VII, numéral 1, du présent document.
2. Préparer l'opération sur le terrain comme stipulé dans la section VII, numéral 2 de ce document.
3. Superviser l'exécution des opérations de collecte de données sur le terrain conformément à la section VII, numéral 2, du présent document.
4. Conduire l'analyse des données et informations recueillies lors de l'opération de terrain en lien avec l'analyse documentaire.
5. Rédiger les rapports intermédiaires et finaux de la recherche.

Les produits livrables associés à ces tâches et à produire dans cette consultance sont les suivants :

1. Un rapport de l'analyse documentaire approfondie (analyse documentaire, de base de données et de littérature).
2. Document de préparation de l'opération sur le terrain (calendrier, plan de sondage et d'identification des participants, instruments et protocole éthique, etc.).

3. Document récapitulatif de l'exécution des opérations de collecte de données sur le terrain.
4. Document sur les résultats de l'analyse des entretiens.
5. Rapport final comprenant la version révisée de (1), (2), (3) et (4) et une section avec des recommandations de politique publique.

XIX. CALENDRIER

La consultation se déroulera sur la période **de septembre 2021 à février 2022**, selon un calendrier détaillé à déterminer en accord avec l'IPE-UNESCO Dakar au début de consultation.

X. PROFIL DES CONSULTANT(E)S

Nous recherchons soit un.e consultant.e senior locale (basé.e en Mauritanie), soit une équipe de deux consultant.e.s (dont au moins un.e basé.e en Mauritanie) pour entreprendre ce travail. Dans le cas d'une équipe, chacun des prérequis devra être rempli par au moins l'un ou l'autre des membres de l'équipe.

Education

- Diplôme universitaire (au minimum master ou équivalent) en éducation, études de genre, sciences politiques, droits humains, administration publique, sciences sociales ou domaine connexe. Tout autre diplôme universitaire pertinent combiné avec des années d'expérience qualifiante pourra également être considéré.

Expérience professionnelle

- Expérience avérée en recherche dans le domaine des migrations/réfugiés avec une perspective de genre.
- Expérience dans la conception d'enquêtes, la collecte et l'analyse de données, y compris expérience dans la supervision d'opérations de collecte de données sur le terrain dans des contextes de crise.
- Une expérience avérée en recherche dans le domaine des politiques et programmes éducatifs, notamment en situation d'urgence.
- Une expérience pertinente de travail avec des organisations internationales et des ministères de l'éducation constitue un atout

Compétences

- Connaissance des enjeux liés aux personnes déplacées, particulièrement en Afrique et dans le Sahel.
- Connaissance des défis éducatifs liés aux personnes déplacées, notamment des défis d'inégalités de genre.
- Capacité à effectuer des missions en particulier dans des contextes divers et difficiles.
- Capacité à travailler sous pression et à respecter les délais.

XI. DOSSIER DE CANDIDATURE

Les personnes intéressées par cette consultation doivent soumettre à l'IPE-UNESCO Dakar un dossier de candidature composé des pièces suivantes, en français, dans un seul document PDF intitulé : « GCI-SIDA_Nom Prénom » (nom du/de la consultant.e. principal.e):

1. Un **curriculum vitae** pour chaque consultant.e. mis à jour et détaillé, soulignant les expériences pertinentes des consultant(e)s et incluant au moins trois références.

2. Une **lettre de manifestation d'intérêt** (1 page) signalant leurs compétences pour le déroulement des tâches ainsi que leur expérience.
3. Une **offre technique** (2-3 pages) incluant une brève présentation de l'approche pour réaliser le travail.
4. Une **offre financière** comprenant le budget global, incluant les missions (le forfait voyage est à séparer des honoraires de la consultance).

Les candidatures doivent être soumises par courrier électronique **au plus tard le 23 août 2021** à l'adresse suivante : **gci.idp@iiep.unesco.org**. Les propositions ne doivent pas dépasser 3 Mb.

XII. PROCESSUS DE SELECTION

Seules les candidatures fournissant les informations demandées seront prises en considération. Les candidatures seront évaluées sur la base des qualifications indiquées ci-dessus, ainsi que sur la base de la brève proposition. L'évaluation des candidat.e.s qualifié.e.s pourra inclure un entretien.